

Le dossier

N°002 / Décembre 2024

P20

John Mahama : Un retour au sommet pour relever les défis économiques du Ghana

P26

Cameroun : Cinq raisons pour lesquelles Paul Biya ne devrait pas être candidat en 2025

P37

L'Afrique et l'intelligence artificielle : entre promesses d'un avenir numérique et défis à relever

P32

Interview avec Charles Besnik Mbeng sur les enjeux des marchés financiers de la CEMAC

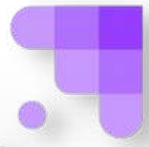
AFRIQUE

ATTENTION ÉLECTIONS

Plusieurs pays du continent vivront des présidentielles en 2025. Quels en sont les principaux enjeux et quelles perspectives ouvriront-elles pour les peuples?



daba



Unlock the power of investing in Africa



www.dabafinance.com



2025, L'ANNÉE DES CHOIX DÉCISIFS POUR L'AFRIQUE POLITIQUE

Théophane Nzame-Nze Biyoghe

L'année 2025 s'annonce comme une période charnière pour de nombreux pays africains, chacun confronté à des défis politiques, économiques et sociaux d'une importance cruciale. Les élections présidentielles prévues dans plusieurs États, notamment la Côte d'Ivoire, le Togo, le Cameroun, le Malawi, le Ghana et la Tanzanie, mettront à l'épreuve non seulement les dirigeants en place, mais aussi les aspirations des populations africaines à davantage de démocratie, de justice sociale et de développement durable.

En Côte d'Ivoire, la possibilité d'une nouvelle candidature du président Alassane Ouattara soulève des questions sur la nécessité d'un renouvellement à la tête de l'État. Tandis que certains y voient une stabilité politique bienvenue, d'autres plaident pour une transition permettant à des figures comme Tidjane Thiam d'émerger. Thiam, avec son parcours exemplaire et son influence internationale, représente une opportunité historique pour le pays. Mais la question demeure : la Côte d'Ivoire est-elle prête à embrasser cette nouvelle génération de dirigeants ?

Au Togo, l'ombre d'un scrutin présidentiel qui pourrait être marqué par une faible mobilisation populaire plane. Les dynamiques actuelles de la gouvernance semblent éloigner les citoyens des processus décisionnels, alimentant un sentiment d'exclusion et d'apathie. L'élection de 2025 sera-t-elle le catalyseur d'un retour de la population au cœur de la vie politique togolaise, ou au contraire, l'énième épisode d'une crise de l'état de droit ?

En Tanzanie, la présidente Samia Suluhu Hassan fait face à un double défi : consolider un héritage à peine esquissé tout en menant des réformes fragiles qui pourraient ébranler les bases de son pouvoir. Ces élections sont l'heure de vérité pour une femme

qui incarne l'espoir d'un leadership africain plus inclusif, mais qui devra prouver que le consensus peut triompher des antagonismes. Au Ghana, John Mahama se présente comme un revenant sur la scène politique, déterminé à affronter les défis économiques croissants. Si son retour au pouvoir est perçu comme une tentative de réparer les fractures du passé, il sera jugé sur sa capacité à impulser une croissance économique inclusive et à restaurer la confiance des citoyens.

Au Malawi, les élections de 2025 seront un test crucial pour une démocratie encore jeune et fragile. Le pays doit trouver un équilibre entre la gestion des attentes économiques et la préservation des acquis démocratiques. Le résultat de ce scrutin pourrait redéfinir l'avenir politique et économique du Malawi.



Enfin, au Cameroun, l'éventualité d'une nouvelle candidature de Paul Biya suscite de vives critiques. Après plus de quatre décennies au pouvoir, de nombreuses voix, tant au niveau national qu'international, appellent à un changement de leadership. Les cinq raisons pour lesquelles Paul Biya ne devrait pas briguer un nouveau mandat résonnent comme un appel à une transition nécessaire dans ce pays stratégique d'Afrique centrale.

Au-delà des figures politiques et des enjeux nationaux, ces élections de 2025 reflètent une dynamique continentale : l'Afrique est à un carrefour décisif. Les choix qui seront faits ne détermineront pas seulement les cinq prochaines années, mais aussi la capacité des nations africaines à relever les défis de leur époque : le changement climatique, les inégalités économiques, les mutations technologiques et les pressions démographiques.

Plus que jamais, il est temps pour les peuples africains de se réapproprier leurs destins et pour leurs dirigeants de répondre à cette aspiration à un avenir meilleur. 2025 ne sera pas seulement une année électorale ; elle sera un tournant pour l'histoire politique du continent.

Mais pour que cette transformation se réalise, il faudra également dépasser les simples promesses électorales. Les institutions doivent jouer un rôle central en garantissant la transparence des scrutins et en renforçant la confiance des citoyens dans le processus démocratique. Sans des institutions solides, les aspirations au changement risquent de se heurter à la réalité des systèmes faibles et vulnérables.



Par ailleurs, l'engagement de la jeunesse africaine sera déterminant. Avec une population majoritairement composée de jeunes, l'avenir du continent repose sur leur participation active et leur capacité à exiger des comptes aux dirigeants. Cette génération, plus connectée et mieux informée, est en position de redéfinir les paradigmes politiques traditionnels.

L'économie, elle aussi, devra être au centre des priorités. Les populations attendent des réponses concrètes à leurs préoccupations quotidiennes : emploi, accès aux services de base et réduction des inégalités. Les dirigeants élus en 2025 seront jugés sur leur aptitude à traduire les programmes en résultats tangibles.

Enfin, il ne faudra pas négliger le rôle de la communauté internationale. Si l'Afrique doit avant tout s'appuyer sur ses propres forces, le soutien stratégique des partenaires internationaux sera crucial pour accompagner les réformes nécessaires. Ces élections de 2025 doivent également envoyer un message fort au monde : celui d'un continent prêt à se prendre en main et à tracer sa propre voie vers le progrès.



Bonne lecture!

SOMMAIRE

Visages d'Afrique

P7

Kennedy Ekezie : un jeune leader nigérian à la tête de Kippa, la fintech pour les PME africaines

P11

Tidjane Thiam : L'incarnation d'une nouvelle génération de dirigeants africains et une opportunité historique pour la Côte d'Ivoire

Politique

P9

Présidentielle 2025 en Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara, vers une candidature inévitable ?

P15

Togo 2025 : Une élection présidentielle sans le peuple ?

P20

John Mahama : Un retour au sommet pour relever les défis économiques du Ghana

P23

Les Enjeux des élections de 2025 au Malawi : un test crucial pour la démocratie et l'économie





P32

Interview avec Charles Besnik Mbeng sur les enjeux des marchés financiers de la CEMAC

L'opinion

P26

Cameroun : Cinq raisons pour lesquelles Paul Biya ne devrait pas être candidat en 2025



Grands enjeux

P37

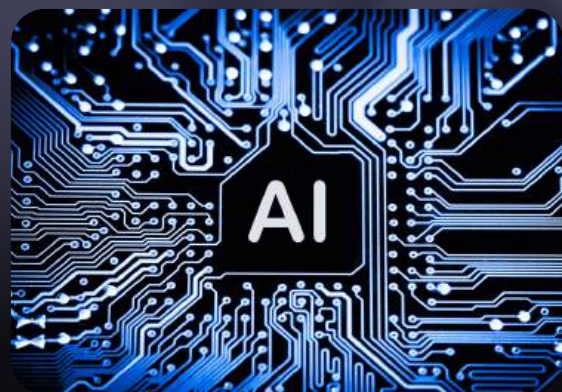
L'Afrique et l'intelligence artificielle : entre promesses d'un avenir numérique et défis à relever



Economie

P30

L'immobilier en Afrique : une opportunité à ne pas manquer en 2025



Kennedy Ekezie

un jeune leader nigérian à la tête de Kippa, la fintech pour les PME africaines

Visages d'Afrique

Né le 11 juin 1998 à Lagos, Kennedy Ekezie-Joseph est un entrepreneur nigérian dont l'engagement envers les causes sociales et la technologie a marqué un parcours exceptionnel. Co-fondateur et PDG de Kippa, une fintech innovante dédiée aux petites et moyennes entreprises (PME) africaines, Ekezie combine une formation en philosophie et une expérience dans la technologie pour fournir des solutions adaptées aux besoins spécifiques des entreprises du continent.

Jeunesse et éducation : la quête d'un savoir global

Originaire d'Ehime Mbano dans l'État d'Imo, Kennedy a grandi à Lagos avant de s'installer à Calabar, où ses parents avaient trouvé un emploi. C'est à l'université de Calabar qu'il obtient, à seulement 19 ans, une licence en philosophie. Sa passion pour les débats et les enjeux sociaux s'affirme lorsqu'il fonde, dès 16 ans, le Calabar Youths Council For Women's Rights, un organisme de défense des droits des femmes inspiré par la découverte des statistiques alarmantes de mutilation génitale féminine au Nigéria. En 2018, il reçoit une bourse Yenching pour un master en économie et gestion à l'Université de Pékin et complète sa formation avec un diplôme de l'Université de Cambridge en leadership du changement.

Parcours professionnel : l'expansion de TikTok en Afrique et la fondation de Kippa

Après avoir brièvement travaillé en conseil chez Accenture, Kennedy rejoint ByteDance en Chine, où il est membre de l'équipe qui mène l'expansion de TikTok en Afrique, un rôle clé dans l'essor de l'application sur le continent. En 2021, il décide de se lancer dans une aventure entrepreneuriale avec Duke Ekezie et Jephthah Uche, en cofondant Kippa, une plateforme qui vise à être le « QuickBooks » pour les petites entreprises d'Afrique subsaharienne. Kippa a connu une croissance rapide : elle a déjà intégré 800 000 entreprises, dont 250 000 utilisateurs actifs mensuels, et traite annuellement près de 400 millions de dollars en transactions.

La mission de Kippa : numériser la gestion financière des PME africaines

Kennedy et son équipe ont identifié un besoin crucial lors de visites sur le terrain dans les principaux centres commerciaux nigériens : la majorité des PME gèrent manuellement leurs finances. En réponse, Kippa propose une solution digitale pour automatiser ces tâches, rendant ainsi les processus comptables plus accessibles et efficaces. En ciblant des entreprises dans des secteurs tels que la vente de produits alimentaires, les vêtements et l'épicerie, Kippa contribue à renforcer la compétitivité et la viabilité des PME africaines dans un environnement technologique naissant.

Reconnaissance et distinctions : un leader socialement engagé

Le parcours de Kennedy lui a valu de nombreuses distinctions. En 2017, il est sélectionné comme l'un des 30 Global Teen Leaders par la We Are Family Foundation et reçoit la bourse Young African Leaders de Barack Obama. En 2018, la reine Élisabeth II lui décerne le Queen's Young Leader Award, et en 2023, il est nommé sur la liste Forbes 30 Under 30 en Amérique du Nord dans la catégorie Finance. Kennedy est également lauréat du Future Award Prize for Technology en 2022 pour son impact dans l'entrepreneuriat technologique. Convaincu que le succès réside dans une équipe forte et des partenariats créateurs de valeur, il conseille aux jeunes fondateurs de bâtir des équipes solides et de tirer des leçons de leurs échecs.





Urban³

104.5 la station urbaine

La station urbaine N°1 au Gabon



**PRÉSIDENTIELLE 2025 EN CÔTE
D'IVOIRE : ALASSANE OUATTARA,
VERS UNE CANDIDATURE
INÉVITABLE ?**

À l'approche de la présidentielle ivoirienne de 2025, une question brûle toutes les lèvres : le président Alassane Ouattara sera-t-il à nouveau candidat ? Bien qu'il ait exprimé à plusieurs reprises son souhait de se retirer de la vie politique, la pression exercée par son parti, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), semble rendre cette hypothèse de plus en plus plausible.

Une pression croissante du RHDP

Le 1er octobre dernier, le RHDP a adopté une motion affirmant son soutien à une candidature d'Alassane Ouattara pour un quatrième mandat. Lors de cette réunion, plusieurs ministres influents ont déclaré que le parti ne disposait d'aucun autre candidat capable de garantir la victoire en 2025. Selon une source anonyme, "les supporters ne veulent personne d'autre que lui".

Avec plus de 56 % des suffrages obtenus lors de l'élection controversée de 2020, Alassane Ouattara reste la figure centrale de la politique ivoirienne. Son leadership est soutenu par des chiffres économiques solides : sous sa présidence, le PIB de la Côte d'Ivoire a connu une croissance annuelle moyenne de 7 % entre 2012 et 2019, avant de ralentir à 2,3 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. En 2023, le FMI a prévu une reprise avec une croissance estimée à 6,8 %, confirmant le dynamisme économique du pays.

Cependant, cette croissance n'a pas toujours bénéficié à l'ensemble de la population. Selon la Banque mondiale, près de 39 % des Ivoiriens vivaient encore en dessous du seuil de pauvreté en 2022, soulignant les défis d'inclusion sociale auxquels le président et son parti doivent faire face.

Une opposition fragmentée mais active

Pendant ce temps, l'opposition se prépare également pour cette échéance électorale. Le 30 septembre, Pascal Affi N'Guessan a été désigné candidat du Front

Populaire Ivoirien (FPI), le parti fondé par Laurent Gbagbo. Ancien Premier ministre et figure historique de l'opposition, N'Guessan se présente comme une alternative à la "monopolisation du pouvoir". Cependant, l'opposition souffre de divisions internes. Lors des élections législatives de 2021, les partis d'opposition, dont le PDCI et le FPI, n'ont remporté que 35 % des sièges à l'Assemblée nationale, contre 63 % pour le RHDP. Ces résultats traduisent une difficulté à unifier leur base électorale et à proposer une alternative crédible face à la machine politique du RHDP.

Affi N'Guessan, qui a recueilli seulement 9,3 % des suffrages lors de la présidentielle de 2020, devra relever le défi de séduire un électorat jeune, qui représente environ 77 % de la population ivoirienne. Selon l'Institut national de la statistique (INS), 40 % de la population est âgée de moins de 15 ans, une démographie qui pourrait jouer un rôle clé dans l'élection de 2025.

Un avenir incertain

Alors que le RHDP multiplie les appels pour convaincre Ouattara de se porter candidat, le président reste silencieux. Cette stratégie pourrait lui permettre de mesurer les rapports de force, tant au sein de son parti qu'auprès de la population. Pourtant, cette incertitude maintient le pays dans une attente anxieuse,

avec le spectre de nouvelles tensions électorales.

Les défis sont nombreux : un rapport de 2022 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime que 24 % des jeunes ivoiriens sont sans emploi ou sous-employés, tandis que les disparités régionales, notamment entre Abidjan et les zones rurales, restent marquées.

Un éventuel quatrième mandat d'Alassane Ouattara pourrait renforcer la stabilité politique et la continuité économique, mais au prix d'accusations récurrentes d'autoritarisme et de non-respect des limites constitutionnelles. Selon un sondage publié en août 2024, 48 % des Ivoiriens estiment que le pays a besoin d'un "nouveau leadership", tandis que 41 % affirment que Ouattara reste le meilleur garant de la stabilité.

La Côte d'Ivoire est à un tournant décisif de son histoire politique. Si Ouattara choisit de briguer un quatrième mandat, cela pourrait consolider sa position de leader incontesté mais risquerait de relancer les critiques sur la longévité au pouvoir et la limitation des mandats. À l'inverse, un retrait ouvrirait la voie à une lutte intense pour sa succession, tant au sein du RHDP que parmi l'opposition. Pour l'heure, le pays attend un signal clair de celui qui a dirigé sa destinée depuis 2010. Sa décision, qu'elle soit en faveur ou non d'une nouvelle candidature, aura un impact majeur sur la stabilité et l'avenir démocratique de la Côte d'Ivoire.



Lors d'un récent rassemblement du RHDP, le président Ouattara a déclaré à ses militants : « J'entends tout ce que vous dites pour me demander de rester encore au pouvoir, mais bientôt, j'aurai 82 ans, qu'est-ce que je n'ai pas fait pour rester encore président de la république ? Qu'est-ce qu'à 82 ans, je peux prouver que je n'ai pas fait ? A cet âge, on prend sa retraite, pour m'occuper aussi de ma famille, de mes petits-enfants, de mes enfants et de moi-même aussi »

TIDJANE THIAM : L'INCARNATION D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS AFRICAINS ET UNE OPPORTUNITÉ HISTORIQUE POUR LA CÔTE D'IVOIRE



Avec une trajectoire exceptionnelle dans le monde des affaires et de la politique, Tidjane Thiam représente une figure singulière en Afrique. Son retour en Côte d'Ivoire pour potentiellement briguer la présidence en 2025 pourrait marquer le début d'une ère nouvelle pour le pays, mêlant compétence internationale, intégrité, et une vision ambitieuse pour le développement économique et social.

Né à Abidjan en 1962, Tidjane Thiam, issu de deux grandes familles ivoiriennes, a suivi un parcours académique et professionnel d'exception. Diplômé de l'École polytechnique et de l'École des mines de Paris, il intègre rapidement le prestigieux cabinet de conseil McKinsey & Company, où il fait ses premières armes dans la gestion stratégique. Dès le début, Thiam impressionne par sa rigueur et sa vision stratégique, des qualités qui l'ont mené à occuper des postes de direction dans de grandes multinationales. En 1994, il retourne en Côte d'Ivoire pour diriger le Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD), un poste crucial qui lui permet de négocier avec des institutions internationales et de superviser des projets d'infrastructure majeurs.

En 1998, il est nommé ministre du Plan et du Développement. À ce poste, il joue un rôle central dans le développement économique ivoirien, supervisant d'importantes privatisations et menant à bien des projets d'infrastructure tels que la centrale thermique d'Azito et le pont Riviera-Marcory à Abidjan, qui sont encore aujourd'hui des éléments essentiels de l'infrastructure nationale. Toutefois, la crise politique qui secoue la Côte d'Ivoire en 1999 pousse Thiam à quitter le pays. De retour en Europe, il intègre Aviva, puis devient le premier dirigeant noir d'une entreprise du FTSE 100, à la tête de Prudential en 2009, renforçant ainsi son profil de leader international.

Une figure de leadership au Crédit Suisse et une gestion de crise en exemple

En 2015, Thiam est nommé directeur général du Crédit Suisse, un poste où il est confronté à des

défis de taille. Chargé de restructurer la banque, il met en place des réformes audacieuses visant à renforcer la rentabilité de l'institution, mais son mandat est également marqué par des tensions internes et un scandale de surveillance qui précipite son départ en 2020. Si cet épisode soulève la question de la diversité et de la discrimination dans le secteur financier suisse, il n'enlève rien à l'ampleur de la carrière de Thiam, qui reste une figure respectée et reconnue pour ses compétences de gestionnaire de crise, au-delà de la tempête.

Un retour en politique qui galvanise les espoirs en Côte d'Ivoire

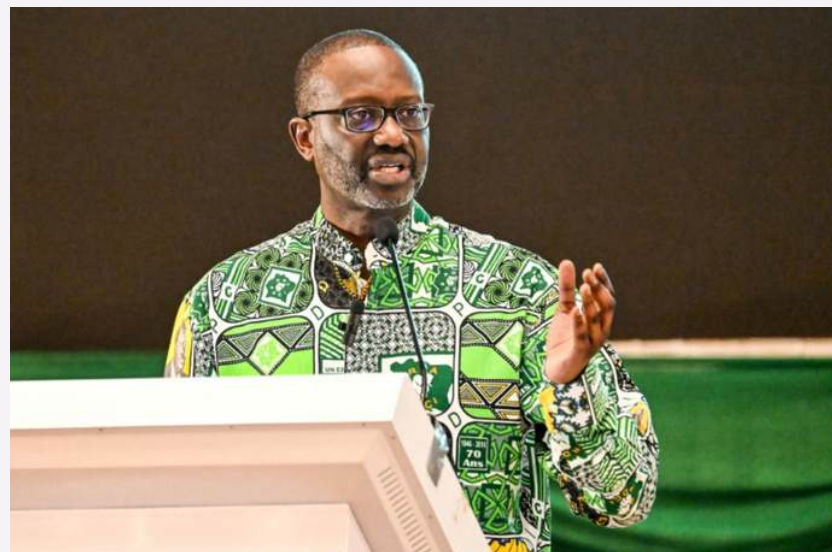
Après son départ du Crédit Suisse, Tidjane Thiam s'engage davantage dans le développement africain, devenant notamment président de Rwanda Finance Limited en 2020. Cette implication régionale fait resurgir la question de son retour en politique en Côte d'Ivoire. En décembre 2023, il est élu président du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), une étape qui marque son retour officiel sur la scène politique ivoirienne. Le décès d'Henri Konan Bédié, en août de cette même année, crée un vide au sein du PDCI qu'il semble déterminé à combler, mobilisant les cadres et militants du parti pour une nouvelle dynamique, et portant une ambition claire de redonner au PDCI son rôle central dans la vie politique ivoirienne. L'homme se distingue par un style assuré.

Chaque prise de parole trahissant une maîtrise profonde des dossiers qui comptent pour la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui et de demain. A Abidjan et ailleurs dans le pays, ils sont nombreux à voie en lui l'aboutissement d'un récit politique dans lequel le destin de la nation se mêle avec un parcours individuel aussi remarquable que rare.

Une vision inspirante pour les jeunes Africains

Le parcours de Tidjane Thiam en fait une figure inspirante pour la jeunesse africaine. Il incarne la résilience, la compétence et l'intégrité, des valeurs essentielles dans un continent en quête de leaders capables de défendre les intérêts nationaux et de promouvoir une gouvernance transparente et efficace. Dans un contexte où les jeunes Africains sont de plus en plus nombreux à aspirer à des changements concrets, il offre un modèle de réussite qui associe une formation académique d'excellence, une expérience internationale diversifiée, et une détermination à servir son pays d'origine.

Son engagement dans des initiatives pour un partenariat inclusif entre l'Afrique et le reste du monde, notamment avec la France, témoigne de son ambition de transformer les relations internationales pour favoriser le développement économique en Afrique. Ce brillant manager de 62 ans souhaite promouvoir un modèle de croissance inclusive, en s'appuyant sur des institutions fortes, une transparence accrue et une collaboration renforcée avec les jeunes générations.



Tidjane Thiam prononçant un discours le 9 décembre 2023 à Yamoussoukro © Sia KAMBOU.



Thiam recevant Jean Louis Billon, ancien ministre du commerce et potentiel candidat à la prochaine présidentielle, le 12 mars 2024 au siège du PDCI-RDA à Abidjan / © connexionivoirienne.net

Un leadership pour une Côte d'Ivoire moderne et résiliente

Si Tidjane Thiam se présente aux élections présidentielles de 2025 -ce qui ne surprendrait personne- il pourrait incarner une rupture avec les pratiques politiques traditionnelles en Côte d'Ivoire. Dans un pays qui a souffert de décennies de tensions politiques, son profil de technocrate et de leader international est perçu comme une opportunité unique de renouveler la gouvernance. En tant qu'ancien ministre et dirigeant d'entreprise, Thiam a démontré sa capacité à mener des réformes économiques et à gérer des projets de grande envergure.

Ces compétences pourraient s'avérer très utiles dans le contexte socioéconomique ivoirien actuel. Depuis une décennie, la Côte d'Ivoire affiche l'une des croissances les plus dynamiques de la région. Premier producteur mondial de cacao, leader dans la transformation de la noix de cajou, et acteur central en Afrique de l'Ouest, le pays vise à passer d'une économie d'exportation de matières premières à un modèle plus intégré dans les chaînes de valeur mondiales. Malgré une croissance soutenue (8,2 % entre 2012 et 2019), la persistance de la pauvreté et la concentration des bénéfices dans les centres urbains montrent la nécessité de réformes visant une meilleure inclusion économique.

La stabilité relative et les avancées dans l'amélioration du climat des affaires attirent les investissements, mais les défis sont nombreux. En 2024, les perspectives économiques restent positives, avec une prévision de croissance de 6,5 %, mais ce dynamisme masque des disparités persistantes. Les recettes fiscales, par exemple, représentent encore seulement 13,6 % du PIB, limitant la capacité du gouvernement à investir massivement dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Ce contexte ouvre la voie à une vision de croissance inclusive, que Thiam pourrait incarner, en intégrant les priorités de réduction de la pauvreté et d'investissement dans le capital humain.

Perspectives panafricaines et internationales : une vision pour le continent

Au-delà de la Côte d'Ivoire, l'éventuelle présidence de Tidjane Thiam pourrait avoir des implications pour l'ensemble du continent africain. Son parcours en fait une figure d'autorité capable de défendre les intérêts africains sur la scène internationale. L'homme est depuis longtemps convaincu que l'Afrique peut jouer un rôle central dans l'économie mondiale, notamment par le développement de son secteur financier et la valorisation de ses ressources naturelles. En tant que président, il pourrait promouvoir un modèle de développement qui valorise les ressources humaines et

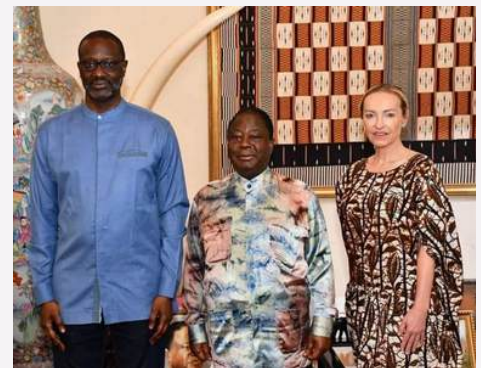
naturelles du continent et encourage la création de partenariats durables avec d'autres régions du monde.

Le soutien de Marie-Soazic Geffroy

Malgré son parcours brillant, Tidjane Thiam aura à surmonter plusieurs obstacles pour réussir sa campagne. La réorganisation et la modernisation du PDCI seront cruciales pour renforcer la cohésion interne et remobiliser les bases du parti. De plus, le soutien de sa compagne Marie-Soazic Geffroy, banquière expérimentée, s'avère un atout stratégique. Ses apparitions publiques, notamment lors d'une manifestation de l'Union des femmes urbaines du PDCI en octobre, illustrent l'importance de ce soutien dans la mobilisation des électeurs. Elle œuvre également auprès des jeunes et des femmes, notamment en les encourageant à s'inscrire sur les listes électorales, montrant ainsi sa détermination à soutenir la candidature de Thiam et à renforcer l'engagement citoyen dans ce processus.

L'opportunité d'une Côte d'Ivoire renouvelée

En somme, Tidjane Thiam incarne une vision d'avenir pour la Côte d'Ivoire et pour l'Afrique, alliant des compétences de leadership globales, un engagement en faveur du développement durable, et une volonté de promouvoir la réconciliation nationale. En se préparant pour les présidentielles de 2025, il se positionne comme une alternative crédible et inspirante pour un pays en quête de stabilité, de croissance et d'un leadership transparent. Sa présidence pourrait marquer un tournant décisif pour la Côte d'Ivoire et un exemple pour les dirigeants africains de demain.



Tidjane Thiam et son épouse aux côtés de Henri Konan Bédié à Daoukro © Koaci.com

dalí

VINS - SPIRITUEUX - CIGARES



076 28 99 15

TOGO 2025 : UNE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SANS LE PEUPLE ?



Le paysage politique togolais s'assombrit alors que le pays se dirige vers une échéance cruciale en 2025. La récente promulgation d'une nouvelle constitution par le président Faure Gnassingbé, abolissant les élections présidentielles au profit d'une désignation parlementaire, provoque une onde de choc. L'opposition, la société civile et une partie de la communauté internationale dénoncent un coup de force institutionnel visant à prolonger l'hégémonie de la famille Gnassingbé, au pouvoir depuis près de 60 ans.

Une constitution taillée sur mesure

Adoptée en 2024, la nouvelle constitution confère au parlement la responsabilité de désigner le président, supprimant ainsi le suffrage direct. Cette réforme survient dans un contexte où l'Union pour la République (UNIR), parti au pouvoir, contrôle 95 % des sièges parlementaires (108 sur 113 à l'Assemblée nationale et 137 sur 179 au Sénat). Ces majorités écrasantes garantissent à Faure Gnassingbé un contrôle absolu des institutions et lui offrent la possibilité de rester en poste après 2025, malgré presque 20 ans déjà passés au pouvoir.

En plus de redessiner le mode de désignation du chef de l'État, la constitution instaure un mandat présidentiel unique de six ans. Cependant, cette limitation ne s'applique pas rétroactivement, permettant au président sortant de redémarrer son compte présidentiel.

Répression et musellement des voix dissidentes

Les mois ayant précédé l'adoption de cette réforme ont été marqués par une répression féroce. Les manifestations contre la réforme ont été interdites, et plusieurs figures de l'opposition, dont des leaders du Parti National Panafricain (PNP) et des Forces Démocratiques pour la République (FDR), ont été arrêtées. En parallèle, la presse locale et internationale a été sévèrement restreinte : un journaliste français a été arrêté, agressé et expulsé en avril 2024,



Avec 87 voix en faveur et aucune contre lors de l'examen, le vendredi 18 avril dernier, du projet de loi portant révision de la Constitution, le Togo entrait dans sa cinquième République, avec la promulgation du nouveau texte par le président Faure Gnassingbé.

tandis que les observateurs de l'Église catholique, traditionnellement neutres, ont été empêchés de superviser les élections législatives.

Ces mesures s'inscrivent dans une stratégie de musellement visant à limiter toute contestation populaire. La situation des droits de l'homme au Togo reste préoccupante, avec plus de 250 militants et opposants arrêtés depuis début 2024, selon Amnesty International.

La société civile : dernier rempart contre l'autoritarisme

Malgré cette répression, la société civile refuse de baisser les bras. Un collectif de 20 organisations, regroupées autour de figures comme David Dosseh, appelle à des manifestations pour défendre la démocratie. "Nous devons mobiliser massivement pour restaurer la constitution et permettre une véritable élection en 2025", déclare Dosseh.

Cependant, l'éparpillement des forces de l'opposition et le climat de peur instauré par le régime compliquent une mobilisation à grande échelle.

Un verrouillage politique en chiffres

- Durée au pouvoir de la famille Gnassingbé : 57 ans (38 ans pour Eyadéma Gnassingbé, 19 ans pour Faure Gnassingbé).
- Contrôle parlementaire : 95 % des sièges occupés par l'UNIR (108 sur 113 à l'Assemblée nationale).

- Répression : Plus de 250 arrestations politiques recensées en 2024.
- Pauvreté : 46 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, exacerbant la défiance envers le pouvoir en place.

Le Togo au bord de l'impasse démocratique

La réforme constitutionnelle, en supprimant les élections présidentielles, place le Togo à la croisée des chemins. Alors que l'hégémonie de Faure Gnassingbé semble assurée, les perspectives de démocratisation s'éloignent.

Si le verrouillage des institutions se poursuit, les espoirs d'alternance politique pourraient être anéantis pour une génération. En revanche, une mobilisation citoyenne soutenue par des pressions internationales pourrait faire basculer le pays vers une transition démocratique.

2025, une épreuve décisive pour le Togo

Le Togo s'apprête à vivre une année déterminante. La mobilisation de la société civile, l'unité de l'opposition et l'attitude de la communauté internationale seront des facteurs clés pour l'avenir politique du pays. À défaut d'une pression suffisante pour rétablir une élection présidentielle libre et équitable, le scénario d'un statu quo autoritaire semble inévitable, scellant ainsi un demi-siècle de pouvoir dynastique.

Heure de Vérité pour Samia Suluhu Hassan : Entre Héritage et Réformes Fragiles

L'élection présidentielle de 2025 en Tanzanie, prévue pour octobre, marque un moment historique pour le pays, tant pour le parti au pouvoir, le Chama Cha Mapinduzi (CCM), que pour l'opposition. Cet événement est attendu avec une grande anticipation par les Tanzaniens, car il représentera un bilan de la présidence de Samia Suluhu Hassan et des réformes qu'elle a mises en place depuis son arrivée au pouvoir.

Ce scrutin cristallise des dynamiques politiques complexes, nourries par l'influence persistante de l'ancien président John Magufuli, dont le souvenir continue de diviser la société et les institutions. Il s'agira, pour le CCM et pour Samia, de se positionner entre les partisans de l'héritage de Magufuli et ceux qui aspirent à une ouverture démocratique accrue. Ce contexte tendu pourrait bien faire de cette élection un test décisif de l'avenir politique et social de la Tanzanie.

L'héritage contrasté de John Magufuli : Source de divisions au sein du CCM

John Magufuli, président de la Tanzanie de 2015 jusqu'à sa mort en 2021, a profondément marqué le pays par son approche autoritaire et sa politique de centralisation. Sa « lutte contre la corruption » et son autoritarisme ont reçu un soutien populaire considérable, en particulier de la part de ceux qui voyaient en lui un leader incorruptible, prêt à s'attaquer aux élites du pays. Cependant, cette popularité s'accompagnait d'une répression sévère de l'opposition politique, de restrictions des libertés civiles et d'un contrôle des médias. Cet héritage autoritaire reste controversé et divise encore profondément le CCM, où coexistent une aile « dure », fidèle à la mémoire de Magufuli, et une faction plus modérée, ouverte aux réformes.

Une présidence sous pression : Les réformes fragiles de Samia Suluhu Hassan

Samia Suluhu Hassan, première femme à diriger la Tanzanie, a pris des mesures significatives pour se démarquer de son prédécesseur. Dès son arrivée au pouvoir, elle a initié une série de réformes visant à ouvrir le champ politique et à encourager le dialogue national, permettant aux partis d'opposition, notamment CHADEMA et ACT-Wazalendo, de se faire entendre à nouveau. Ces réformes ont inclus le rétablissement du droit de manifester et la levée de certaines restrictions sur les médias. Cependant, les avancées de la présidente restent limitées et fragiles. L'adoption des réformes électorales de 2023, bien que symbolique, a été jugée insuffisante par l'opposition, qui déplore l'absence de changements profonds dans la législation électorale. Samia doit donc naviguer avec prudence entre l'élan réformiste qu'elle souhaite incarner et les attentes d'une base conservatrice au sein du CCM, qui reste attachée aux méthodes autoritaires de l'ère Magufuli.

L'opposition renforcée : Une chance inédite de contestation

L'ouverture politique initiée par Samia a offert à l'opposition une opportunité historique de se

réorganiser et de mobiliser ses partisans. Sous Magufuli, les partis d'opposition avaient été réduits au silence, ne pouvant ni rassembler ni exprimer ouvertement leurs critiques à l'égard du pouvoir en place. Aujourd'hui, grâce aux réformes de Samia, des partis tels que CHADEMA et ACT-Wazalendo ont retrouvé une visibilité politique et peuvent désormais mener des campagnes actives pour attirer les électeurs. Cependant, cette résurgence de l'opposition ne va pas sans obstacles. La machine électorale du CCM reste puissante, soutenue par un réseau d'alliés locaux et une capacité de mobilisation à l'échelle nationale que l'opposition peine à égaler. Par ailleurs, le manque d'une véritable réforme constitutionnelle, qui limiterait l'influence du CCM sur le processus électoral, demeure une barrière pour la crédibilité des élections à venir.

Les tensions au sein du CCM : Un enjeu crucial de stabilité pour Samia

Les divisions internes au sein du CCM constituent un autre défi de taille pour Samia. Depuis la mort de Magufuli, le parti est marqué par des luttes de pouvoir, exacerbées par les divergences idéologiques entre les partisans de Magufuli et les soutiens des réformes de Samia. Bien que la présidente ait tenté de maintenir l'unité en s'entourant de figures de



Les tensions au sein du CCM : Un enjeu crucial de stabilité pour Samia

Les divisions internes au sein du CCM constituent un autre défi de taille pour Samia. Depuis la mort de Magufuli, le parti est marqué par des luttes de pouvoir, exacerbées par les divergences idéologiques entre les partisans de Magufuli et les soutiens des réformes de Samia. Bien que la présidente ait tenté de maintenir l'unité en s'entourant de figures de l'ancien régime, comme Doto Biteko et Paul Makonda, cette stratégie de compromis n'est pas sans risque. En intégrant des cadres controversés, elle risque de susciter la méfiance de l'aile progressiste du parti, qui attend de véritables réformes. Dans ce contexte, le défi pour Samia sera de maintenir un équilibre délicat entre les factions tout en consolidant son autorité au sein du CCM.

Les attentes des Tanzaniens : Vers une démocratisation fragile ou un retour aux pratiques autoritaires?

Pour de nombreux Tanzaniens, l'élection de 2025 représente une lueur d'espoir pour une transition démocratique véritable. Les aspirations à plus de transparence, de liberté d'expression et de respect des droits humains sont au cœur des attentes populaires. Cependant, ces espoirs sont tempérés par les signes d'un possible retour aux pratiques répressives, comme en témoignent les récentes arrestations de figures de l'opposition et les tensions autour de la société civile. La présidente Samia Suluhu Hassan se retrouve donc à un carrefour, devant choisir entre l'approfondissement de la démocratisation du pays ou un éventuel recul vers les méthodes


répressives de l'époque Magufuli.

Une élection cruciale et une transition politique incertaine

Les élections de 2025 s'annoncent donc comme un test majeur pour la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan et le CCM. Alors que le pays est à la croisée des chemins entre héritage autoritaire et réforme démocratique, l'issue de cette élection déterminera l'orientation future de la Tanzanie. Samia devra concilier les aspirations d'ouverture avec les réalités politiques internes, tout en luttant pour préserver la cohésion du CCM face à une opposition renforcée. Le scrutin de 2025 est crucial non seulement pour Samia et son parti, mais aussi pour les citoyens tanzaniens, qui attendent un signe clair du pays vers la démocratisation et la stabilité.



Samia Suluhu Hassan (à l'époque vice-présidente de la Tanzanie) et le président John Magufuli, le 24 juillet 2019 à Dar es Salaam. (©AFP/Archives/Ericky BONIPHACE)

A close-up portrait of John Mahama, a middle-aged Black man with a shaved head, looking slightly to the left with a serious expression. He is wearing a blue shirt. The background is blurred, showing some greenery and a dark structure.

**John Mahama : Un retour
au sommet pour relever
les défis économiques
du Ghana**

Le Ghana vient de tourner une nouvelle page de son histoire en rappelant John Mahama à la tête de l'État, huit ans après son départ du pouvoir. L'ancien président, représentant du Congrès National Démocratique (NDC), a remporté une victoire éclatante lors des élections présidentielles du 7 décembre, obtenant 56,6 % des suffrages, selon les résultats annoncés par la Commission électorale. Son adversaire du parti au pouvoir, Mahamudu Bawumia, n'a récolté que 41,6 % des voix.

Ce succès électoral ne se limite pas à la présidence. Le NDC de Mahama s'assure une majorité écrasante au Parlement, détenant au moins 60 % des sièges, comme rapporté par Joy TV. Cette victoire confère à Mahama un mandat clair pour s'attaquer à des problèmes économiques urgents tels que la dette publique paralysante, l'inflation à deux chiffres et le coût de la vie élevé qui pèse sur les Ghanéens.

Un signal clair de la population

Lors de son discours de victoire prononcé à Accra, Mahama a salué la maturité démocratique de ses concitoyens, affirmant que leur vote reflète une « intolérance envers la mauvaise gouvernance ». Toutefois, il a aussi rappelé que ce mandat est une responsabilité lourde : « Si nous échouons à répondre aux aspirations de notre peuple, le sort qui nous attend sera sévère. »

Le contexte économique est, en effet, critique. Au cours des dernières années, des multinationales comme Glovo, Jumia et Game ont quitté le pays, dénonçant un environnement des affaires difficile. Le nouveau gouvernement devra attirer à nouveau ces investisseurs tout en trouvant des solutions pour rembourser une dette locale estimée à 2 milliards de dollars, le tout sans accès direct aux marchés de capitaux.

Un défi colossal pour un mandat historique

L'un des enjeux majeurs sera de réduire un taux de chômage des jeunes dépassant 20 %, un problème que Mahama devra résoudre rapidement pour éviter que sa popularité ne s'effrite. Les entreprises locales continuent d'alerter sur leur incapacité à survivre si les conditions économiques ne s'améliorent pas.

Les précédents leaders ayant bénéficié de mandats solides n'ont pas toujours été à la hauteur des attentes. L'ex-président Nana Akufo-Addo, bien que victorieux avec 53,6 % des voix en 2016, a vu sa popularité décliner au fil de ses deux mandats. En témoigne la chute du taux de participation à 61 % en 2024, contre 79 % en 2020.

Mahama lui-même n'est pas exempt de critiques. Sa précédente présidence, marquée par des pannes

électriques fréquentes et une récession économique, reste gravée dans les mémoires. Cependant, il a su convaincre les électeurs qu'il représentait une alternative crédible dans un pays où le pouvoir alterne entre deux grandes formations politiques depuis 1992.

Priorité à la stabilité économique

À 66 ans, Mahama entend faire de la stabilité économique son cheval de bataille. Parmi ses priorités figurent la réduction de l'inflation et la stabilisation du cedi, qui a perdu 61 % de sa valeur en quatre ans. Le nouveau président a également annoncé une concertation nationale dans les 120 premiers jours de son mandat pour élaborer une politique de consolidation budgétaire locale, destinée à alimenter un programme de redressement économique.

Cette initiative, combinée à la majorité parlementaire de son parti, devrait faciliter l'adoption de réformes essentielles. Toutefois, ces réformes nécessiteront des décisions difficiles. Selon Nana Wiafe Boamah, responsable des investissements chez Axis Pension Trust, une large consultation, incluant syndicats et étudiants, est indispensable pour garantir un soutien national à ces mesures parfois impopulaires.

Un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest

Le déroulement pacifique du scrutin et la concession rapide de Mahamudu Bawumia renforcent l'image du Ghana en tant que modèle de démocratie dans une région



Des ghanéens célèbrant la victoire de John Dramani Mahama dans les rues de Accra / © AFP

marquée par des régimes autoritaires. Cela pourrait également encourager les investisseurs à revenir dans le pays.

« Le Ghana reste une balise de stabilité et de démocratie en Afrique », a souligné Giulia Pellegrini, gestionnaire de portefeuille chez Allianz Global Investors. « Les investisseurs espèrent que Mahama poursuivra, voire approfondira, les réformes économiques. »

Le défi qui attend John Mahama est immense, mais son retour au pouvoir marque un tournant. Il devra user de son expérience et de son pragmatisme pour transformer les espoirs de changement en résultats tangibles, tout en consolidant la place du Ghana comme un acteur clé de la stabilité en Afrique.

Se choisir un Ministre des Finances à la hauteur

Pour relever les défis économiques auxquels le Ghana fait face, l'une des décisions les plus scrutées par les observateurs sera le choix du



John Dramani Mahama en campagne / © BBC

Trois points clés sur le Ghana



Avancées démocratiques

- Modèle de démocratie en Afrique, le Ghana se distingue par sa liberté d'expression et son système judiciaire indépendant.

Défis économiques

- Face à une crise de la dette et à une inflation élevée, le pays mise sur des réformes soutenues par le FMI pour stabiliser son économie.

Perspectives et risques

- Une reprise économique est en cours, mais des défis comme la sécheresse et les retards dans les réformes pourraient freiner la croissance prévue à 5 % d'ici 2026.

ministre des Finances. La nomination d'un professionnel respecté, doté d'une expertise solide en gestion financière et en réformes économiques, pourrait rassurer les investisseurs et redonner confiance aux marchés. « Les marchés financiers réagiront favorablement à un choix crédible, capable d'incarner un programme de réformes ambitieuses et réalistes », estime Michael Kafe, économiste chez Barclays Plc. Ce choix stratégique pourrait être décisif pour redresser une économie encore convalescente après une restructuration de la dette particulièrement éprouvante.

Un mandat pour renforcer la souveraineté économique

Au-delà des réformes économiques, Mahama devra également poser les bases d'une plus grande souveraineté économique pour le Ghana. Cela implique de réduire la dépendance aux financements extérieurs, nota-

-mment aux prêts internationaux, en favorisant une mobilisation accrue des ressources internes et en dynamisant des secteurs stratégiques comme l'agriculture, l'énergie et la transformation industrielle. Ces mesures, combinées à un environnement des affaires plus attractif, pourraient non seulement alléger le poids de la dette, mais aussi générer une croissance inclusive capable d'améliorer les conditions de vie des Ghanéens sur le long terme.

Ce double défi, économique et structurel, marquera sans aucun doute la présidence de John Mahama, à un moment où le Ghana est attendu au tournant sur la scène régionale et internationale.

Les Enjeux des élections de 2025 au Malawi : un test crucial pour la démocratie et l'économie

Le Malawi se prépare pour ses élections générales prévues en 2025, un scrutin qui s'annonce comme l'un des plus décisifs de l'histoire récente du pays. Ces élections surviennent dans un contexte d'attentes élevées, marquées par des défis économiques, sociaux et politiques. Deux figures dominent déjà le paysage politique : le président sortant Lazarus Chakwera et son prédécesseur Peter Mutharika. Mais au-delà des personnalités en lice, ce scrutin pourrait représenter un tournant pour la démocratie et l'avenir économique du Malawi.

Le Bilan de Lazarus Chakwera

Elu en 2020 après une annulation historique des élections de 2019 par la Cour constitutionnelle, Chakwera avait suscité de grands espoirs avec des promesses de lutte contre la corruption et de relance économique. Cependant, son mandat a été marqué par des réalisations mitigées. Bien que des progrès notables aient été faits, notamment dans les infrastructures ferroviaires et routières, les critiques se concentrent sur le chômage persistant, une corruption encore endémique et une crise alimentaire récurrente.

Le départ de l'United Transformation Movement (UTM) de la coalition au pouvoir constitue également un revers pour le président, qui devra maintenant redoubler d'efforts pour convaincre les électeurs de lui accorder un second mandat.

Le Retour de Peter Mutharika

Âgé de 84 ans, Peter Mutharika, leader du Democratic Progressive Party (DPP), revient sur la scène

politique avec une rhétorique axée sur l'échec supposé du gouvernement Chakwera. Bien qu'il soit critiqué pour son âge avancé, son parti espère capitaliser sur sa stature de dirigeant expérimenté et sur son appel au « changement d'urgence ». Cependant, l'absence de renouveau au sein du DPP pourrait également limiter son attractivité, notamment parmi les jeunes électeurs en quête d'idées novatrices.

Une Économie sous Pression

Les élections de 2025 auront lieu dans un contexte économique difficile. Le Malawi fait face à une inflation élevée, une dette publique croissante et une insécurité alimentaire chronique. Ces défis, aggravés par les répercussions de la guerre en Ukraine et les changements climatiques, placent l'économie au centre des débats électoraux. Les candidats devront proposer des solutions concrètes pour stimuler la croissance, attirer les investissements et assurer une meilleure répartition des ressources.

Le Rôle Crucial de la Commission Électorale

La Malawi Electoral Commission (MEC) sera scrutée de près pour garantir un scrutin transparent et crédible. Après avoir organisé avec succès les élections répétées de 2020, la MEC devra maintenir des normes élevées pour assurer la confiance des électeurs et éviter des litiges post-électoraux.

Une Société Civile et des Électeurs Exigents

Les attentes des électeurs seront



déterminantes. La société civile, qui a joué un rôle décisif dans les événements de 2020, continue de militer pour des réformes institutionnelles et une meilleure gouvernance. Les jeunes, qui représentent une part importante de l'électorat, pourraient être décisifs, exigeant des solutions innovantes et des politiques inclusives.

Les Enjeux Internationaux

Sur la scène internationale, le Malawi continue de dépendre des bailleurs de fonds pour financer une partie importante de son budget. Les élections de 2025 seront également observées par la communauté internationale, qui espère voir un exemple de démocratie réussie en Afrique australe.

Une Décision Cruciale pour l'Avenir

Les élections de 2025 ne se contenteront pas de désigner un président ; elles traceront la voie de l'avenir pour le Malawi. Avec des enjeux économiques et sociaux majeurs, ainsi qu'une concurrence politique intense, ce scrutin sera déterminant pour consolider la démocratie et répondre aux aspirations des Malawites. Le résultat dépendra de la capacité des candidats à inspirer la confiance et à proposer des solutions viables pour un pays en quête de renouveau.



Le dossier



RÉSERVEZ VOTRE ESPACE PUBLICITAIRE DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO!

 +241 62 07 27 96



graspem.medias241@gmail.com



www.ledossier-media.com

A close-up portrait of Paul Biya, the President of Cameroon, looking slightly to the left. He is wearing a dark suit jacket, a white shirt, and a patterned tie. The background is blurred, showing other people in a crowd.

**CAMEROUN : CINQ RAISONS POUR
LESQUELLES PAUL BIYA NE DEVRAIT
PAS ÊTRE **CANDIDAT EN 2025****

Après plus de quatre décennies à la tête du Cameroun, le président Paul Biya, âgé de 91 ans, envisage une candidature pour l'élection présidentielle de 2025. Cependant, plusieurs raisons pressantes, étayées par des données économiques et sociales récentes, plaident en faveur de son retrait de la scène politique.

1. L'incapacité à résoudre la crise anglophone

Depuis 2016, le Cameroun est plongé dans une violente crise dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les affrontements entre les forces gouvernementales et les séparatistes ont causé la mort de plus de 6 000 civils et déplacé plus de 638 000 personnes. Les déclarations de Biya sur une prétendue réduction de la menace séparatiste contrastent avec l'intensification des attaques, y compris contre des écoles et des civils. Selon un rapport de Human Rights Watch, près de 80 % des écoles des régions anglophones sont fermées, privant des milliers d'enfants de leur droit à l'éducation. Cette crise persistante illustre l'échec du leadership présidentiel à promouvoir une solution durable et inclusive.

Malgré les initiatives internationales, comme les appels au dialogue par l'ONU et l'Union africaine, le gouvernement de Biya a persisté dans une approche militaire qui exacerbe les tensions. La population anglophone, marginalisée depuis des décennies, exige non seulement une reconnaissance culturelle mais aussi des réformes politiques et économiques profondes. L'incapacité à répondre à ces revendications renforce la radicalisation des groupes séparatistes et rend tout espoir de paix durable encore plus éloigné.

2. La montée des violences dans la région de l'Extrême-Nord

En parallèle, la région de l'Extrême-Nord fait face à des attaques constantes de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP). En 2023, au moins 169 civils ont été tués dans 246 attaques, aggravant une situation

humanitaire déjà catastrophique avec 1,6 million de personnes dans le besoin, selon l'OCHA. Les camps de déplacés internes de Minawao et Kolofata sont surchargés, avec un accès limité aux services essentiels. L'incapacité du gouvernement à contenir cette insécurité a accentué le sentiment d'abandon parmi les populations locales, renforçant ainsi le cycle de pauvreté et d'instabilité. La lutte contre Boko Haram nécessite une approche globale qui inclut des solutions militaires, mais également des mesures socio-économiques pour réduire la vulnérabilité des jeunes face à la radicalisation.

Malheureusement, sous le régime Biya, les investissements dans l'éducation, la santé et l'emploi dans cette région restent insuffisants. L'absence de réponses structurelles alimente un climat de désespoir et rend la population encore plus dépendante des aides humanitaires internationales.

3. Un régime marqué par la répression et la fermeture démocratique

Sous Biya, l'espace politique au Cameroun s'est considérablement rétréci. En 2023, son parti, le RDPC, a remporté tous les sièges lors des élections sénatoriales, consolidant un pouvoir sans partage. Transparency International classe le Cameroun à la 136e place sur 180 pays en termes de perception de la corruption. Les partis d'opposition et les journalistes subissent des persécutions systématiques, avec des arrestations arbitraires et des assassinats, comme le montrent les meurtres non élucidés de journalistes en 2023. Selon Reporters sans Frontières, le Cameroun se classe à la 149e place sur 180 dans le classement mondial de la liberté de la presse. Cette dérive autoritaire nuit à la crédibilité de l'État et mine la confiance des citoyens envers leurs institutions.

La jeunesse camerounaise, représentant plus de 60 % de la population, s'indigne face à ce verrouillage politique. Les mouvements sociaux et les appels à des réformes se multiplient, mais les répressions brutales étouffent toute tentative de changement. Cette situation amplifie l'émigration des talents vers d'autres pays africains et occidentaux, vidant ainsi le Cameroun d'une partie de ses forces vives.

avec le spectre de nouvelles tensions électorales.

Les défis sont nombreux : un rapport de 2022 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime que 24 % des jeunes ivoiriens sont sans emploi ou sous-employés, tandis que les disparités régionales, notamment entre Abidjan et les zones rurales, restent marquées.

Un éventuel quatrième mandat d'Alassane Ouattara pourrait renforcer la stabilité politique et la continuité économique, mais au prix d'accusations récurrentes d'autoritarisme et de non-respect des limites constitutionnelles. Selon un sondage publié en août 2024, 48 % des Ivoiriens estiment que le pays a besoin d'un "nouveau leadership", tandis que 41 % affirment que Ouattara reste le meilleur garant de la stabilité.

La Côte d'Ivoire est à un tournant décisif de son histoire politique. Si Ouattara choisit de briguer un quatrième mandat, cela pourrait consolider sa position de leader incontesté mais risquerait de relancer les critiques sur la longévité au pouvoir et la limitation des mandats. À l'inverse, un retrait ouvrirait la voie à une lutte intense pour sa succession, tant au sein du RHDP que parmi l'opposition. Pour l'heure, le pays attend un signal clair de celui qui a dirigé sa destinée depuis 2010. Sa décision, qu'elle soit en faveur ou non d'une nouvelle candidature, aura un impact majeur sur la stabilité et l'avenir démocratique de la Côte d'Ivoire.



Paul Biya sur le tarmac de l'aéroport de Yaoundé le 21 octobre, après 49 jours d'absence sur le territoire camerounais. © Handout / Cameroon Presidential Press Office / AFP

4. Une gestion économique défaillante

Le Cameroun connaît une croissance économique en ralentissement, avec un taux de croissance du PIB réel de 3,3 % en 2023, en baisse par rapport aux 3,6 % de 2022. L'inflation, qui a atteint 7,2 % fin 2022, érode le pouvoir d'achat des ménages, notamment dans les zones rurales où la pauvreté est endémique. Avec 38,6 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2021, le Cameroun affiche l'un des taux de pauvreté les plus élevés d'Afrique centrale. Par ailleurs, le pays est confronté à une dette publique de 46,5 % du PIB en 2023, limitant sa capacité à investir dans des secteurs stratégiques tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Ces indicateurs témoignent d'une gestion économique inefficace sous le régime Biya.

En outre, les inégalités régionales persistent, avec les zones rurales recevant une fraction des ressources allouées aux centres urbains comme Douala et Yaoundé. Le secteur agricole, qui emploie 70 % de la population active, est sous-financé, limitant son potentiel à garantir la sécurité alimentaire. Les experts économiques pointent du doigt l'opacité dans la gestion des fonds publics et les scandales de corruption qui fragilisent les bases économiques du pays.

5. L'usure du pouvoir et l'urgence d'un renouveau

Après 40 ans au pouvoir, Paul Biya incarne une figure d'immobilisme politique. Son régime s'est illustré par des pratiques clientélistes et une concentration excessive du pouvoir. Avec une population où 65 % des habitants ont moins de 25 ans, le Cameroun doit favoriser l'émergence d'une nouvelle classe politique

capable de répondre aux aspirations de cette jeunesse. Des pays africains comme le Sénégal et la Zambie montrent qu'une transition politique pacifique et inclusive est possible, et que le renouvellement générationnel peut revitaliser un État tout entier.

À l'heure où le monde entier observe une démocratisation croissante sur le continent africain, le Cameroun risque de s'enliser dans un isolement politique et économique. Le renouveau politique ne consiste pas seulement à remplacer un leader, mais aussi à instaurer des institutions fortes, à promouvoir des valeurs démocratiques et à investir dans les capacités humaines. Pour cela, le pays doit oser prendre des risques et permettre à de nouvelles idées et à des visions modernes de remodeler son avenir. Continuer à s'accrocher à un pouvoir usé ne fera que creuser davantage les fractures sociales et éloigner le Cameroun de son potentiel de leadership régional.



Aujourd'hui âgé de 91 ans, le chef d'Etat camerounais est le plus vieux des présidents du monde.



**BIENTÔT
DISPONIBLE!**



LA NOUVELLE MARQUE DE T-SHIRTS MADE IN GABON

LOGOSS

Wear Your Attitude!





L'immobilier en Afrique : une opportunité à ne pas manquer en 2025

L'immobilier africain représente une opportunité exceptionnelle pour les investisseurs grâce à la croissance rapide des villes et à la forte demande de logements et d'espaces commerciaux. Le dynamisme des économies du continent et l'attrait croissant des marchés locaux suscitent un intérêt mondial, particulièrement dans des pays comme le Ghana. Ce dernier se distingue par sa stabilité politique et sa croissance économique constante, rendant son secteur immobilier, notamment dans les grandes villes comme Accra et Kumasi, particulièrement attractif pour les investisseurs à la recherche de rendements élevés.

D'ici 2025, le secteur immobilier africain devrait connaître des transformations majeures sous l'effet de facteurs tels que l'intensification des investissements, les mutations démographiques et les avancées technologiques. Une compréhension approfondie de ces tendances est essentielle pour élaborer des stratégies d'investissement judicieuses. Ainsi, les investisseurs devront suivre de près l'évolution du marché pour maximiser les opportunités tout en

limitant les risques potentiels. En ciblant des pays comme le Ghana, ils pourront tirer parti des atouts locaux et générer des rendements élevés.

En 2025, une hausse significative de l'activité d'investissement dans l'immobilier est attendue en Afrique. Des marchés clés comme le Ghana devraient être en tête de cette reprise, marquée par un regain d'optimisme des investisseurs. Cette tendance est alimentée par une meilleure compréhension des politiques monétaires et des conditions économiques actuelles. Bien que la période prolongée de taux d'intérêt élevés ait compliqué les transactions immobilières, les investisseurs s'adaptent progressivement à ce contexte, ajustant leurs stratégies et alignant les prix en conséquence. Des initiatives comme la négociation de conditions de financement flexibles, le recours accru aux investissements en actions pour limiter la dépendance aux prêts coûteux, ou encore les partenariats locaux, permettent de naviguer efficacement dans cet environnement complexe.

Dans ce contexte, le Ghana se démarque comme une destination

particulièrement prometteuse pour les investissements immobiliers. La stabilité politique du pays, ses politiques économiques favorables et une population urbaine en pleine croissance renforcent son attrait. Les nombreux projets d'infrastructure et d'aménagement urbain en cours, tant dans le résidentiel que dans le commercial, offrent des opportunités lucratives pour les investisseurs bien informés.

La diversification des investissements reste une stratégie clé pour gérer les risques dans un marché immobilier africain en perpétuelle évolution. En diversifiant leurs portefeuilles à travers différents marchés et secteurs, les investisseurs peuvent les rendre plus résilients tout en profitant des multiples opportunités de croissance. Une diversification géographique, par exemple, peut atténuer l'impact des ralentissements économiques locaux en répartissant les investissements entre des marchés stables comme l'Afrique du Sud et des marchés émergents tels que le Ghana. De même, une diversification sectorielle, alliant projets résidentiels à forte croissance et investissements commerciaux plus stables, permet de minimiser les risques spécifiques à un segment. Enfin, les projets mixtes combinant espaces résidentiels,

commerciaux et de détail offrent des flux de revenus variés et solides, particulièrement dans des centres urbains dynamiques comme Nairobi. Les collaborations avec des partenaires locaux ou internationaux permettent également de partager les risques financiers tout en bénéficiant d'une expertise locale précieuse.

La demande de logements abordables est fortement stimulée par l'urbanisation rapide des villes africaines. Actuellement, plus de 40 % de la population africaine réside en milieu urbain, une proportion qui pourrait atteindre 50 % d'ici 2025.



Vue aérienne du projet de logements abordables de Park Road à Nairobi © China State Construction

La durabilité prend également une place centrale dans le secteur immobilier africain, portée par des cadres réglementaires et une préférence accrue des investisseurs pour des projets respectueux de l'environnement. Les gouvernements introduisent des politiques pour promouvoir la construction écologique, à l'instar du système de notation Green Star en Afrique du Sud, qui évalue la performance environnementale des bâtiments. Par ailleurs, les investisseurs privilégient de plus en plus des propriétés conformes aux critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance), non seulement pour réduire les coûts opérationnels mais aussi pour aligner leurs choix avec les objectifs mondiaux en matière de durabilité. Des projets emblématiques comme les tours Alice Lane à Johannesburg ou la Nile Tower au Caire intègrent des

Cette croissance démographique exerce une pression croissante sur l'offre de logements dans des villes comme Accra et Kumasi au Ghana, où la migration urbaine alimente un besoin urgent de solutions de logement adaptées aux ménages à revenus faibles ou moyens. Pour répondre à cet enjeu, les politiques sociales jouent un rôle central en encourageant les investissements institutionnels dans le logement abordable. Des incitations fiscales, des subventions ou encore des partenariats public-privé permettent de réduire les coûts de construction tout en développant des projets durables qui répondent à la demande croissante.

technologies innovantes et des matériaux durables, montrant ainsi la voie pour l'immobilier du futur en Afrique.

La technologie, quant à elle, transforme profondément les opérations immobilières sur le continent. Les innovations dans le domaine du Proptech révolutionnent la gestion des propriétés, l'expérience des locataires et la réduction des coûts opérationnels. Les bâtiments intelligents, équipés de systèmes avancés pour la gestion énergétique, la sécurité et le confort, se démarquent comme des actifs hautement attractifs. Parallèlement, les centres de données gagnent en importance en raison de la numérisation croissante et de l'augmentation de la pénétration d'Internet en Afrique, offrant des opportunités d'investissement à forte rentabilité. Ces tendances



Eko Atlantic City. Un projet visionnaire situé à Lagos, au Nigeria, adjacent à Victoria Island et Lekki. Une fois achevé, il s'étendra sur un total de 10 millions de mètres carrés de terres gagnées sur la mer, dont 6 520 000 m² sont déjà aménagés à ce jour. © ownhome.ng

démontrent que l'adoption technologique est essentielle pour moderniser le secteur immobilier africain et le rendre plus compétitif à l'échelle mondiale.

Au-delà des marchés traditionnels comme le Nigeria, la Zambie et l'Égypte, plusieurs marchés émergents en Afrique attirent de plus en plus d'attention. À Lusaka, en Zambie, des projets d'infrastructure tels que l'élargissement des routes et la construction de nouveaux hubs commerciaux transforment la ville en un lieu d'investissement privilégié. Abidjan, en Côte d'Ivoire, bénéficie également d'importantes améliorations infrastructurelles, avec des ponts, des systèmes de transport public modernisés et des ports rénovés. Ces efforts attirent des investissements dans les secteurs résidentiel et commercial. Les politiques gouvernementales proactives, les réformes économiques et les tendances d'urbanisation rapide dans ces villes offrent des opportunités uniques aux investisseurs prêts à explorer ces marchés en pleine croissance.

En conclusion, le marché immobilier africain en 2025 offre un paysage dynamique, marqué par une augmentation des investissements, des stratégies de diversification et une focalisation accrue sur la durabilité. Pour tirer pleinement parti de ces opportunités, les investisseurs doivent rester informés des évolutions du marché, explorer des destinations à fort potentiel comme le Ghana, et ajuster leurs portefeuilles en fonction des tendances émergentes, qu'il s'agisse de technologies innovantes ou de pratiques durables. Ce faisant, ils pourront maximiser leurs rendements tout en contribuant à un développement durable et équitable à travers le continent.

INTERVIEW

Charles Besnik Mbeng

Dans une région comme la CEMAC, où les défis économiques se conjuguent à des opportunités stratégiques, les marchés financiers se positionnent comme des leviers indispensables au développement. Ils offrent une plateforme pour mobiliser l'épargne, financer les investissements structurants et stimuler la croissance économique des États membres. Cependant, leur potentiel reste encore largement sous-exploité, entravé par des obstacles institutionnels et structurels. Dans cet entretien, Le Dossier explore avec ses experts les dynamiques actuelles des marchés financiers de la CEMAC, les défis qui freinent leur essor, ainsi que les solutions et innovations qui pourraient les rendre plus compétitifs à l'échelle régionale et internationale. De l'analyse des performances récentes de la BVMAC aux perspectives offertes par les nouvelles technologies, cet échange met en lumière les enjeux cruciaux pour l'intégration économique et la création de richesse dans la région.

Quel rôle jouent les marchés financiers dans le développement économique des pays membres ?

Il est primordial de mentionner dès l'abord, que la capacité des marchés financiers à faciliter l'allocation des ressources explique bien leur importance ainsi que leur rôle dans le développement économique des pays membres.

En effet, les marchés financiers permettent aux particuliers et aux entreprises d'investir leur argent de manière productive, ce qui encourage la création de capital et, par conséquent, le financement des investissements pour les pays membres. Par exemple, en 2023, les entreprises cotées à la BVMAC ont levé environ 30 milliards de francs CFA, ce qui a permis de financer des projets d'infrastructure et d'innovation.

De plus, ils favorisent la transparence et la bonne gouvernance, attirant ainsi les investisseurs étrangers. En 2022, les investissements directs étrangers dans la région ont atteint 200 milliards de francs CFA, en partie grâce à une meilleure visibilité des entreprises. Enfin, les marchés financiers contribuent à la création de richesse pour les ménages, renforçant ainsi la stabilité économique globale.

On peut donc conclure que les marchés

financiers jouent un rôle essentiel dans le soutien de la croissance économique, l'augmentation de la productivité et le développement à long terme des pays membres.

Quels sont les indicateurs actuels de performance de la BVMAC ?

La question des indicateurs de performance de la BVMAC nous permet de faire un parallèle avec le rapport annuel d'activité 2023 qui a été publié en octobre 2024, et dans lequel ils font un état sur la situation actuelle ainsi que le fonctionnement de cette bourse. En effet, en 2023, la Bourse de valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC) a montré des indicateurs de performance assez variés. On constate que le volume des transactions a atteint environ 150 milliards de francs CFA, marquant ainsi une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente. Le deuxième indicateur est le nombre d'entreprises cotées, qui a également progressé, atteignant 20 sociétés, ce qui témoigne d'un intérêt croissant pour le marché. Il en ressort aussi que le principal indicateur qui est l'indice BVMAC a enregistré une hausse de 15 %, reflétant une tendance positive des actions. De plus, le rendement moyen des dividendes pour les sociétés cotées s'est établi à 5 %, attirant ainsi les investisseurs.

Ces chiffres illustrent une dynamique favorable et un développement continu de la BVMAC dans le paysage financier régional.

Quels obstacles freinent le développement des marchés financiers dans la zone ?

Le développement des marchés financiers dans la zone CEMAC rencontre plusieurs obstacles significatifs.





Siège de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), à Bangui, en République Centrafricaine. © Vincent Fournier/JA.

Et pour bien comprendre la difficulté il faut comparer l'état actuel de cette zone avec la réalité des autres marchés voisins.

En faisant une analyse comparative sur 2023, on constatera par exemple que le volume des transactions à la BVMAC n'a atteint que 150 milliards de francs CFA, contrastant avec les 1 200 milliards de francs CFA de la BRVM, ce qui souligne un manque de liquidité. Ce faible volume est en partie dû à une culture d'investissement peu développée, avec seulement 2 % de la population active investissant dans des actifs financiers, contre 10 % en Afrique de l'Ouest.

De plus, les infrastructures technologiques dans la CEMAC sont souvent obsolètes, rendant les transactions complexes et coûteuses. En comparaison, la BRVM a investi dans des systèmes modernes qui facilitent l'accès aux marchés. Aussi, La réglementation dans la CEMAC est également perçue comme peu claire et parfois inadaptée, ce qui crée un climat d'incertitude pour les investisseurs.

L'ensemble de ces défis limite donc le potentiel de croissance des marchés financiers dans la zone CEMAC, alors que la BRVM continue de se développer et d'attirer davantage d'investisseurs.

Comment résoudre les problèmes liés à la faible liquidité, la rareté des investisseurs institutionnels, ou encore la sensibilisation insuffisante des entreprises locales ?

Pour résoudre les problèmes de faible liquidité et de rareté des investisseurs institutionnels dans la zone CEMAC, il faut en premier lieu, développer des produits financiers attractifs, comme des fonds d'investissement pour mobiliser des capitaux. Par exemple, la création d'un fonds régional pourrait permettre de rassembler au moins 50 milliards de francs CFA pour investir dans des entreprises locales, stimulant ainsi la liquidité.

Ensuite, il est essentiel d'encourager la participation des investisseurs institutionnels. Cela pourrait passer par des incitations fiscales pour les fonds de pension et les compagnies d'assurance qui investissent dans des actifs locaux. En 2023, seulement 15 % des investissements proviennent d'institutions, alors qu'ils représentent 60 % des investissements dans des marchés plus développés comme la BRVM.

Enfin, la sensibilisation des entreprises locales est primordiale. Des ateliers et des séminaires pourraient être

organisés pour éduquer les dirigeants sur les avantages de la cotation en bourse. Nous observons qu'en 2023, moins de 10 % des entreprises de la région sont cotées, alors qu'une augmentation de ce chiffre pourrait considérablement dynamiser le marché. Grâce à la combinaison de ces initiatives, il serait envisageable de transformer le paysage financier de la CEMAC.

Quel est l'impact des politiques monétaires communes sur les marchés financiers ?

Les politiques monétaires communes ont un impact significatif sur les performances des marchés financiers dans la zone CEMAC. Par exemple, en 2023, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a maintenu un taux d'intérêt directeur à 3 %, favorisant ainsi un environnement de crédit plus accessible. Cela a conduit à une augmentation de 25 % des prêts accordés aux entreprises, stimulant les investissements.

De plus, une politique monétaire stable contribue à la confiance des investisseurs. L'indice BVMAC a enregistré une hausse de 15 %, en partie grâce à des mesures monétaires favorables en 2022. En stabilisant

l'inflation autour de 2 %, les politiques monétaires communes permettent également de préserver le pouvoir d'achat, ce qui encourage la consommation et, par conséquent, la performance des marchés financiers.

Quels secteurs émergents (énergies renouvelables, agro-industrie, technologies, etc.) présentent un fort potentiel pour attirer des investisseurs régionaux et internationaux ?

Plusieurs secteurs émergents, notamment dans la zone CEMAC, offrent un très grand potentiel pour attirer des investisseurs régionaux et internationaux.

Tout d'abord, les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, sont prometteuses. Durant la période 2023, la capacité installée en énergie solaire a atteint 200 MW, avec un objectif d'atteindre 1 000 MW d'ici 2025, attirant ainsi des investissements étrangers estimés à 50 milliards de francs CFA.

L'agro-industrie est également en pleine expansion, avec une croissance de 10 % par an. La production de cacao et de café, par exemple, pourrait générer des revenus d'exportation de 150 milliards de francs CFA d'ici fin 2024.

Pour finir, le secteur technologique, notamment les fintechs, connaît un essor rapide, avec une augmentation de 30 % des startups en 2023, attirant des fonds d'investissement régionaux et internationaux.

Quel est le rôle des nouvelles technologies dans la transformation des marchés financiers (digitalisation, fintech, blockchain) ?

Les nouvelles technologies jouent un rôle essentiel dans la transformation des marchés financiers. Si on prend la digitalisation, elle a facilité l'accès aux services financiers, permettant à 60 % de la population d'accéder à des comptes bancaires en ligne en 2023, contre seulement 30 % en 2019. Cela a élargi la base de clients et stimulé l'inclusion financière.

Les fintechs, quant à elles, innovent en proposant des solutions rapides et efficaces. Par exemple, des plateformes de prêt en ligne ont vu une augmentation de 40 % des demandes de crédit, rendant le financement plus accessible pour les petites entreprises.

Enfin, la blockchain améliore la transparence et la sécurité des transactions. Le constat a été fait en 2023, des projets basés sur la blockchain ont permis de réduire les coûts de transaction de 20 %, renforçant la confiance des investisseurs. Ces technologies transforment ainsi le paysage financier, rendant les marchés plus dynamiques et accessibles.

Comment renforcer la collaboration entre les États membres pour dynamiser les marchés financiers ?

Le renforcement de la collaboration entre les États membres et la dynamisation des marchés financiers,

consistera tout d'abord, à créer un cadre réglementaire harmonisé afin de faciliter les investissements transfrontaliers. Par exemple, un accord sur les normes de cotation permettra d'attirer davantage d'entreprises à se lancer en bourse, augmentant ainsi le volume des transactions de 30 % d'ici la fin d'année 2025.

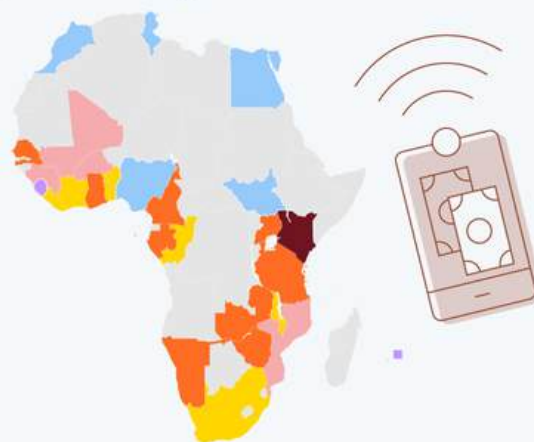
Par la suite, mettre en place des initiatives de partage d'informations financières entre les États membres pour améliorer la transparence et la confiance des investisseurs. En 2023, des plateformes de données communes ont permis de réduire les coûts d'accès à l'information de 15 %.

Pour finir, organiser des forums régionaux pour promouvoir les opportunités d'investissement ce qui permettra d'attirer des capitaux étrangers, avec un objectif d'augmenter les investissements directs de 20 % dans les trois prochaines années.

Afrique : où l'argent mobile devient monnaie courante

Part de la population possédant un compte d'argent mobile (Mobile Money) en 2021 *

- 61-70 %
- 51-60 %
- 41-50 %
- 31-40 %
- 21-30 %
- 11-20 %
- 1-10 %
- ND



* Population de 15 ans et plus. Argent mobile : service permettant de faire des transactions par téléphone, avec ou sans compte bancaire.
Source : Banque mondiale - Global Findex 2021



le Bénin, le Cameroun, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Malawi, la Sierra Leone, la Tanzanie, la Zambie et la Zimbabwe ont un taux de pénétration du mobile money supérieur au taux de pénétration bancaire. / © Statista.



Charles Besnik Mbeng dans les bureaux de son cabinet "Mbeng Consulting).

Quelles initiatives pourraient attirer davantage d'investissements étrangers dans la région ?

Pour attirer davantage d'investissements étrangers dans la région, il faut créer des zones économiques spéciales avec des incitations fiscales pour séduire les investisseurs. Par exemple, des zones offrant une exonération d'impôts pendant dix ans uniquement pour les pays membres, pourraient augmenter les investissements étrangers de 25 % d'ici fin 2025.

Aussi, il faut renforcer les infrastructures de transport et de communication. Durant l'année 2023, des projets d'infrastructure routière ont été lancés, visant à réduire les coûts logistiques de 15 %, il faut multiplier ces projets afin de passer à 30% de réduction dans les trois prochaines années.

En définitive, promouvoir les partenariats public-privé pour des projets d'énergie renouvelable afin d'attirer des fonds internationaux. En 2022, des initiatives dans ce secteur

ont apporté des investissements d'environ 100 millions de dollars, montrant un intérêt croissant pour les projets durables.



Pour attirer davantage d'investissements étrangers dans la région, il faut créer des zones économiques spéciales avec des incitations fiscales pour séduire les investisseurs.

Quelles réformes prioritaires pour rendre les marchés financiers de la CEMAC plus compétitifs à l'échelle africaine et mondiale ?

La première réforme devrait être d'améliorer la transparence et la gouvernance des entreprises. En instaurant des normes de reporting financier conformes aux standards internationaux, on pourrait attirer jusqu'à 30 % d'investissements supplémentaires d'ici fin 2025.

Puis, la modernisation des infrastructures technologiques, comme la mise en place de plateformes de trading électroniques, pour réduire les coûts de transaction de 20 %.

En dernier ressort, la promotion de produits financiers diversifiés, tels que les obligations vertes, pourrait capter l'intérêt des investisseurs internationaux.

Des initiatives similaires dans d'autres régions ont généré des investissements de plus de 200 millions de dollars en 2023, montrant le potentiel de cette approche.

Quels conseils pour les entreprises locales souhaitant lever des fonds via la BVMAC ?

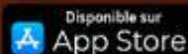
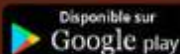
Pour les entreprises locales souhaitant lever des fonds via la BVMAC, il est important de préparer un dossier solide. Cela inclut un business plan détaillé, démontrant une croissance potentielle de 15 % par an. Ensuite, il est conseillé de se conformer aux normes de transparence financière, car 70 % des investisseurs privilégient les entreprises avec des rapports clairs. Participer à des forums d'investissement peut également aider à établir des contacts précieux. Enfin, envisager des partenariats stratégiques pour renforcer la crédibilité et attirer des fonds. Petite illustration, durant l'année 2023, plusieurs entreprises ayant suivi ces conseils ont réussi à lever jusqu'à 500 millions de francs CFA.



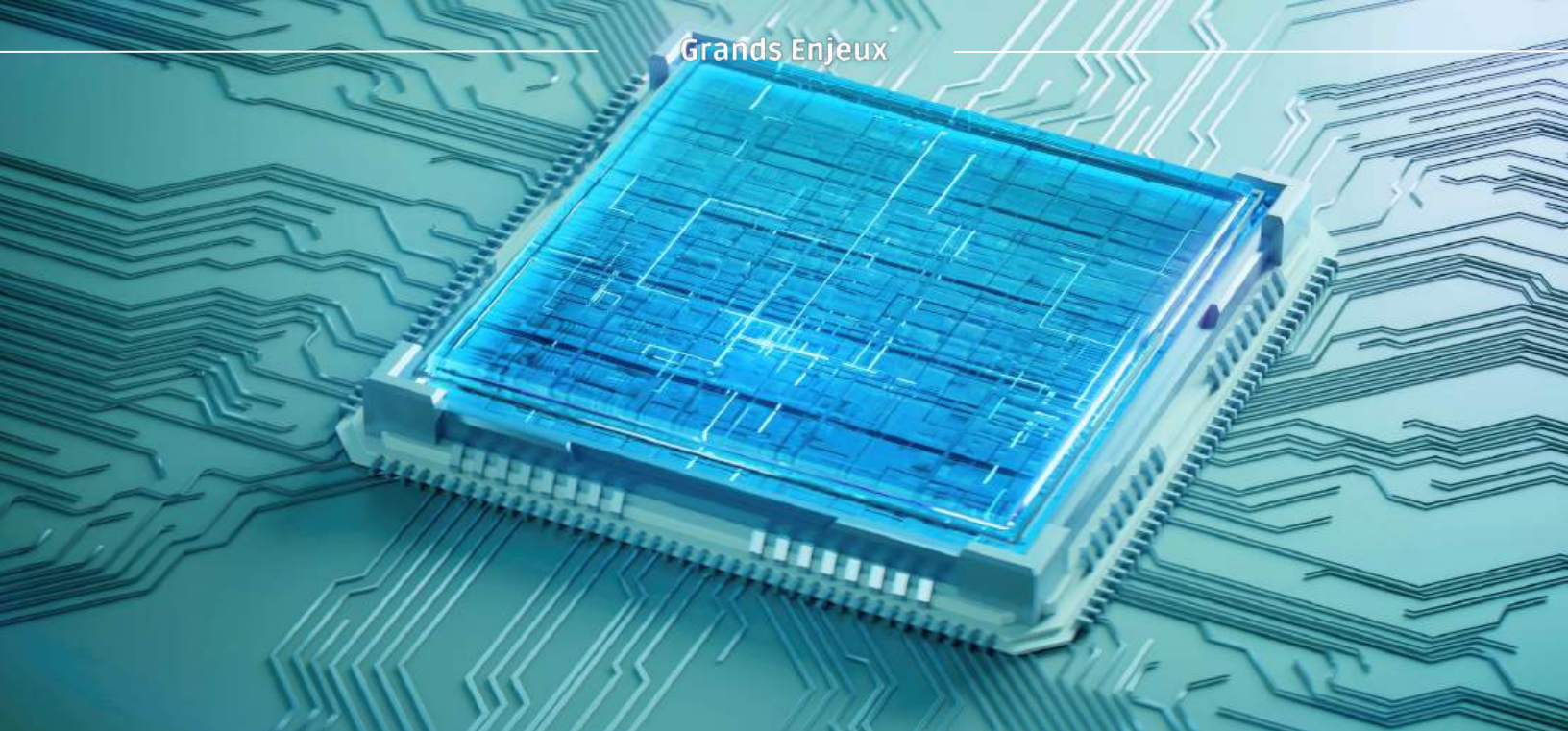
LES MEILLEURES WINGS DE LA CAPITALE

Téléchargez Commandez Recommencez !

COMMANDEZ SUR YOBORESTO



**OU APPELEZ LE :
011 79 13 13**



L'Afrique et l'intelligence artificielle : entre **promesses d'un avenir numérique** et défis à relever

L'Afrique, à l'instar d'autres régions du monde, se trouve à l'aube d'une révolution technologique grâce à l'intelligence artificielle (IA). Cette technologie, capable de simuler la pensée et la communication humaines, suscite à la fois un immense espoir et des inquiétudes profondes quant à ses potentielles dérives. Pourtant, les exemples d'applications bénéfiques de l'IA sur le continent ne manquent pas, illustrant son rôle transformateur et ses possibilités infinies pour répondre aux défis locaux.

Des solutions concrètes pour améliorer la vie quotidienne

En Afrique, l'IA est déjà mise à profit pour améliorer la résilience face aux catastrophes naturelles. Par exemple, l'application Flood Hub, développée par le centre de recherche africain de Google au Ghana, a récemment permis de prédire avec précision les inondations dans la région du Western Cape en Afrique du Sud. Aujourd'hui, cet outil fournit des alertes avancées dans 23 pays

africains, démontrant ainsi le rôle de l'IA dans le renforcement de la préparation face aux désastres.

Dans le domaine agricole, les petits exploitants utilisent des applications alimentées par l'IA, comme PlantVillage, pour détecter précocement les maladies des cultures et s'adapter au changement climatique. Ces innovations contribuent à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer les rendements agricoles, particulièrement dans les zones rurales souvent confrontées à des conditions imprévisibles.

Les défis de l'intégration de l'IA en Afrique

Cependant, malgré ces avancées, l'Afrique accuse un retard significatif par rapport aux pays du Nord dans l'adoption et les bénéfices des technologies d'IA. Ce constat est confirmé par une note politique de Research ICT Africa, qui souligne l'importance de créer un environnement propice tout en atténuant les risques liés à cette

technologie. L'un des principaux obstacles reste l'absence de cadres réglementaires solides. Ces derniers devraient inclure des mécanismes de responsabilisation pour les fournisseurs, des garanties contre les exclusions de responsabilité, et une transparence sur les algorithmes, en particulier pour les systèmes à risque.

L'expert Philip Thigo, envoyé spécial du Kenya pour la technologie et membre du conseil consultatif du Secrétaire général des Nations unies sur l'IA, insiste sur la nécessité de prioriser la sécurité et l'inclusion. Selon lui, une IA bien conçue, développée et déployée peut contribuer à un avenir numérique sûr et digne de confiance. Cependant, il met également en garde contre les abus numériques, la désinformation et les cyberattaques, tout en appelant à des efforts conjoints pour relever ces défis.

Vers une stratégie panafricaine de l'IA

La stratégie continentale adoptée en juin 2024 par les ministres africains des TIC marque un tournant décisif. Avec le soutien du Compact numérique africain, ce plan ambitieux vise à accélérer la

transformation numérique de l'Afrique en investissant dans les jeunes talents, les innovateurs, les scientifiques informatiques et les chercheurs en IA. Cette initiative s'appuie sur l'idée que l'IA, loin d'être une simple curiosité technologique, doit devenir un outil central du développement socio-économique du continent.

Landry Signé, co-président du groupe d'action régional du Forum économique mondial pour l'Afrique, exhorte les décideurs africains à se concentrer davantage sur les opportunités que sur les risques de l'IA. « L'IA est un outil phénoménal pour résoudre certains des défis les plus complexes du continent », affirme-t-il. Bien qu'il reconnaisse les préoccupations légitimes autour des menaces en matière de cybersécurité, de désinformation ou de biais algorithmiques, il souligne l'importance d'une intégration stratégique de l'IA dans les politiques de développement pour créer une prospérité partagée.

L'avenir de l'Afrique avec l'IA dépendra de sa capacité à harmoniser ces approches. L'investissement dans les infrastructures numériques, la formation des talents locaux et la mise en œuvre de politiques inclusives seront cruciaux pour garantir que l'IA devienne un levier de progrès durable. Si les promesses de l'IA sont immenses, elles ne pourront se concrétiser qu'à travers une gouvernance réfléchie et une collaboration étroite entre gouvernements, entreprises et citoyens.

Des opportunités économiques et sociales renforcées par l'IA

L'intelligence artificielle possède également le potentiel de transformer l'économie africaine en stimulant l'innovation et en favorisant la création d'emplois. Les startups africaines exploitent déjà des solutions basées sur l'IA pour des secteurs aussi variés que la

aussi à attirer des investissements étrangers.

Dans le secteur éducatif, des applications basées sur l'intelligence artificielle aident à combler les lacunes dans l'apprentissage. Des initiatives telles que les plateformes numériques interactives permettent aux enfants des zones rurales d'accéder à des ressources éducatives de qualité, tout en personnalisant l'apprentissage selon leurs besoins individuels. Cela permet une meilleure inclusion des jeunes talents et un développement intellectuel accru, qui, à terme, peuvent devenir un atout majeur pour le développement socio-économique du continent.

La nécessité d'une coopération internationale et régionale

Face aux défis et opportunités que présente l'IA, une coopération internationale et régionale s'avère indispensable. Les partenariats entre pays africains et institutions internationales peuvent faciliter le transfert de technologies et le partage des connaissances. Des initiatives telles que l'Union africaine jouent déjà un rôle crucial en favorisant le dialogue entre les gouvernements, les entreprises et les communautés scientifiques pour établir des projets communs visant le développement de l'IA.

La collaboration régionale peut également renforcer la cohésion et la solidarité entre les différents pays africains, en favorisant des projets transnationaux. Par exemple, des programmes régionaux peuvent mettre en place des centres de formation spécialisés pour les jeunes talents en IA ou des incubateurs d'innovateurs où des startups africaines peuvent échanger et collaborer. En renforçant ces synergies, l'Afrique pourra non seulement tirer parti des avancées technologiques, mais également assurer une meilleure répartition des bénéfices économiques et sociaux à travers tout le continent.



Des étudiants africains exceptionnels mènent des recherches remarquables en Intelligence artificielle à travers tout le continent. | © ICTworks

Un équilibre entre innovation et régulation

Le débat sur la régulation de l'IA reste ouvert. Certains craignent que des réglementations excessives n'entravent l'innovation, tandis que d'autres plaident pour des politiques équilibrées qui protègent les utilisateurs tout en encourageant les avancées technologiques.

santé, l'éducation, et les services financiers. Par exemple, des plateformes comme mPharma facilitent l'accès aux médicaments dans des régions isolées, tandis que des systèmes d'IA permettent aux banques de mieux évaluer les risques des prêts et d'offrir des services financiers aux petites et moyennes entreprises. Cette dynamique contribue non seulement à renforcer l'économie locale, mais



86% des étudiants dans le monde utilisent l'intelligence artificielle dans leurs travaux.



STUDIO OKOUMÉ

Bien plus que des meubles!

Chaque pièce représente notre engagement envers
l'artisanat (local), l'emploi des jeunes et la conscience sociale.

gabon
MADE IN GABON



Studiokoume



Studio Okoume



www.studiokoume.com



Le dossier



**Au cœur de tout ce qui
fait bouger l'Afrique !**



(+241) 066 570 683
contact@ledossier-media.com
commercial@ledossier-media.com
redaction@ledossier-media.com

